



# DÉCLARATION DE LA CGT CSE CENTRAL DU 4 février 2025



La loi de finances 2025 a fini par être validée, par le biais du 49.3. Près de 100 M€ en moins à FTV en 2025. Quels impacts pour les salariés ? Le déficit prévisionnel de 40 M€ va-t-il encore s'aggraver ? Ou bien la direction va-t-elle s'atteler à faire encore plus d'économies ? Plus que les 60 M€ déjà prévus ? Qui, au final, va payer l'addition de ce déficit ? L'État va-t-il honorer son obligation de recapitaliser l'entreprise à hauteur du déficit ? La situation est déjà très tendue dans l'entreprise et nous devons avoir les moyens d'exercer nos missions. Les salariés de France Télévisions n'ont pas vocation à être des variables d'ajustement.

Le droit d'alerte des élus du CSEC lancé en octobre 2024 est plus que jamais d'actualité. Car nous voyons déjà les prémices des mesures d'économies, avec un recul du service public sur les territoires : suppression d'équipes pour les JT régionaux, augmentation du nombre de JT mutualisés entre plusieurs antennes, tentative de reprise en main depuis Paris de la diffusion des chaînes 1<sup>ère</sup> de plein exercice de Martinique et de Guadeloupe, tentative d'externalisation des JRI Sport à l'agence de presse de FTV Studio, projet de bascule des maquilleuses en auto-entrepreneuriat, externalisation de la production de tranches d'info de franceinfo à FTV Studio, et bien sûr projet de restructuration de la vidéo mobile.

Les salariés de la Fabrique se mobilisent depuis plus d'un mois. Tout le monde a compris qu'il allait falloir être solidaire car chacun se demande quand ce sera son tour. Face à cette mobilisation, la direction remplace systématiquement les cars de la Fabrique par des cars privés. A quel coût ! Ne serait-il pas plus vertueux de négocier ?

La mobilisation s'est élargie aux régies du Siège car les personnels sont inquiets des conséquences du projet Genesys dont les impacts sur l'emploi et l'organisation du travail restent inconnus, mais laissent craindre un coût social très important. Nous voulons de la transparence et des engagements sur l'activité, l'emploi et les conditions de travail. Qu'attendez-vous Mme la Présidente ? Que le conflit s'étende à toute l'entreprise ?

C'est dans ce contexte que va démarrer dans quelques semaines la période de renouvellement de la présidence de FTV. Qu'il y ait ou non un nouveau projet de loi pour créer une holding de l'Audiovisuel Public, l'ARCOM va lancer le processus. La CGT publiera son cahier de doléances qu'elle adressera aux prétendants. Mais il est clair qu'un tournant social est nécessaire dans notre entreprise, nous avons besoin d'une direction qui respecte l'humain, qui sorte de son marketing sociétal pour s'atteler enfin au respect réel des salariés, de tous ceux qui ont choisi de travailler dans le service public, qui veulent exercer sereinement leur mission et vivre pleinement leur métier.

Ce ne sont pas les concours du pull de Noël ou les coûteux escapes games organisés sur le temps de travail qui gommeront le durcissement du travail, la perte de sens, la brutalité des transformations qui abîment le corps social. Ce que veulent les salariés, c'est faire de la télé, de l'info, des programmes, produire pour le web des contenus qui ont du sens, bref qu'on leur permette d'exercer pleinement leurs talents.

Paris, le 4 février 2025